



Avis d'appel public à la concurrence

Pouvoir adjudicateur :

Désignation :

Mairie de Grenade sur Garonne

Avenue Lazare Carnot

31330 GRENADÉ SUR GARONNE

Téléphone : 05.61.37.66.00

Adresse internet : <http://www.mairie-grenade.fr>

E-Mail : marches-publics@mairie-grenade.fr

Profil d'acheteur : <https://ldm.aws-achat.info/accueil.htm>

Objet du marché :

Aménagement d'une aire de jeux

La présente consultation fait suite à une précédente consultation déclarée sans suite pour le lot n° 1.

Lieu principal d'exécution :

Quai de Garonne

CPV principal : 45212140-9

Lot n°1 : CPV principal : 45212140-9

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit obligatoirement respecter les éléments à caractère environnemental définis dans les pièces techniques.

Une retenue de garantie est prévue. Son taux par rapport au montant du marché est de 5 %
Cette retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou éventuellement une caution personnelle et solidaire.

Une avance est prévue.

A minima, son montant est égal à 5 % du montant du marché sur présentation d'une GAPD.

Il n'est pas prévu de variantes exigées et les variantes ne sont pas autorisées.

Présentation de candidature :

Dépôt classique : La candidature peut être faite au moyen des formulaires DC1 et DC2 (formulaires à jour sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou du DUME (document unique de marché européen, voir site : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>).

Conditions de participation et moyens de preuve acceptables :

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

Capacité économique et financière :

- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.
- **Capacité technique et professionnelle :**
- Mention des références travaux sur une période de 5 ans.
- Titres d'études et professionnels exigés du prestataire de services ou du contractant lui-même

Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

Les critères sont notés sur 100.

1. Critère Prix pondéré à 60 %.
2. Critère Valeur Technique 40 %

Numéro de référence du marché : 23-I-01-T

La présente consultation fait suite à une précédente consultation déclarée sans suite.

Date limite de réception des offres : 18/09/2023 à 12h00

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Délivrance du DCE

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur.

Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.

Règlement par Mandat administratif et virement bancaire.

Modalités de financement des prestations : Fond propre de la commune.

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché ou un de ses lots plusieurs offres, en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal de Toulouse

Conditions de remise des candidatures

La transmission des candidatures se fait obligatoirement par voie électronique via le profil d'acheteur <https://ldm.aws-achat.info/accueil.htm>

Un mode d'emploi est disponible sur le site.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

La remise des candidatures contre récépissé n'est pas autorisée.

La présentation d'une candidature sous forme d'un support physique électronique n'est pas autorisée.

L'envoi des candidatures par voie postale n'est pas autorisé.

Signature des documents transmis par le candidat

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) électroniquement tant à la réception des offres, que lors de l'attribution.

En cas de signature électronique volontaire des documents de la candidature ou de l'offre de la part des candidats, celle-ci se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.